



# BRÈVES ÉCONOMIQUES GRANDE CHINE ET MONGOLIE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE PÉKIN

Semaine du 20 septembre 2021

## Chine continentale

### Conjoncture [\(ici\)](#)

**Finances publiques** : ralentissement de la croissance des recettes publiques et accélération de la croissance des dépenses publiques sur les huit premiers mois de 2021, le déficit restant contenu en deçà de l'objectif de 3,2% cette année

### Banque et finance [\(ici\)](#)

**Stabilité financière** : la situation du promoteur immobilier Evergrande demeure préoccupante

**Internationalisation du RMB** : la PBOC publie son rapport sur l'internationalisation du RMB pour 2020, qui montre un rôle croissant du RMB dans les échanges internationaux

### Climat des affaires [\(ici\)](#)

**Relations Chine-UE** : publication du position paper de la Chambre de commerce européenne

**Attractivité** : la Banque mondiale supprime son classement annuel Ease of Doing Business

### Industrie et numérique [\(ici\)](#)

**Cybersécurité** : le Ministère de la Défense lituanien met en garde contre des failles de sécurité de certains terminaux mobiles de Huawei et Xiaomi, ce que ces derniers démentent

**Automobile** : publication des premières normes nationales pour la conduite autonome

**Innovation** : en 2020, les dépenses en R&D s'élèvent à 2,4% du PIB, soit une augmentation de 10,2% en g.a.

**Innovation** : la Chine gagne 2 places dans le Global Innovation Index

**Industrie** : les coupures d'électricité engendrent l'arrêt forcé d'usines dans plusieurs régions industrielles majeures

**Politique industrielle** : le gouvernement insiste sur le rôle des « nouvelles infrastructures » dans le développement économique lors du 14<sup>ème</sup> plan quinquennal

### Développement durable, énergie et transports [\(ici\)](#)

**Climat** : Xi Jinping annonce la fin de la construction de centrales à charbon à l'étranger

**Energie** : la Chine a mis en vente son tout premier lot de pétrole brut provenant de la réserve stratégique

**Energie** : premier certificat de pétrole "neutre en carbone" délivré à Sinopec, Cosco Shipping et China Eastern Airlines

**Aéronautique** : Boeing estime à 8 700 nouveaux avions commerciaux la demande du marché chinois d'ici à 2040

**Compagnies aériennes** : China Eastern ouvre une filiale à Hainan et se positionne en concurrent direct de HNA

**Mobilité aérienne urbaine** : accord de coopération entre EHang et Heli-Eastern dans le domaine des drones à Shenzhen

Actualités régionales ([ici](#))

**Grande Baie** : ouverture du premier centre international de quarantaine à Canton

## Hong Kong et Macao ([ici](#))

### Hong Kong

**Bourse** : forte volatilité de l'indice HSI cette semaine sous l'effet des doutes autour de la société chinoise Evergrande  
**Echanges bilatéraux France - Hong Kong** : les exportations françaises vers Hong Kong ont progressé de 25% (g.a) au cours des 7 premiers mois de l'année, atteignant 2,9 Mds EUR

**Climat** : séminaire « EU and Hong Kong, The Green Way » avec la présence de Carrie Lam ainsi que de plusieurs officiels du gouvernement hongkongais

**Emploi** : le taux de chômage de Hong Kong poursuit sa baisse au cours du trimestre juin-août 2021 atteignant 4,7%, contre 5% lors du trimestre glissant précédent

**Place financière** : HKEX lance une consultation concernant l'adoption d'un cadre permettant la cotation de SPAC à Hong Kong

**Indice des prix à la consommation** : l'inflation (IPC) du mois d'août marque un ralentissement (+1,6%) après un rebond au mois de juillet (+3,7%)

### Macao

**Tourisme** : baisse du nombre de visiteurs de -48,2% en août

## Taiwan ([ici](#))

**Multilatéralisme** : Taiwan soumet sa candidature au CPTPP

**Taux d'intérêt** : la CBC maintient ses taux directeurs et revoit ses prévisions de croissance à la hausse

**Relations inter détroit** : l'exposition des institutions financières taïwanaises à Evergrande estimée à 2,2 Mds TWD

**Secteur bancaire** : désignée meilleure banque de l'année à Taïwan, CTBC renforce sa présence en Thaïlande

**Eolien offshore** : inauguration à Taichung d'un premier site d'assemblage de nacelles

# Chine continentale

## Conjoncture

### **Finances publiques : ralentissement de la croissance des recettes publiques et accélération de la croissance des dépenses publiques sur les huit premiers mois de 2021, le déficit restant contenu en deçà de l'objectif de 3,2% cette année**

Entre janvier et août, les recettes publiques augmentent de +18,4 % en glissement annuel (contre +20 % en g.a. entre janvier et juillet) à 15 009 Mds RMB (1978 Mds EUR). Le ralentissement de leur croissance est principalement dû au fléchissement de la croissance de TVA (+19,1% en g.a. contre +20,3% entre janvier et juillet) ainsi que des taxes immobilières. Pour ces dernières, les récentes mesures de restriction des crédits immobiliers prises par les autorités ont contribué à freiner la croissance du marché. Par conséquent, la taxe foncière et la taxe sur la valeur ajoutée foncière affichent respectivement des croissances ralenties de +24,1 % en g.a. et +20,9 % en g.a., contre +26,9 % et +27 % sur les sept premiers mois. A l'inverse, la croissance des droits de timbre sur les titres se maintient à un niveau encore élevé (+39,5 % sur les huit premiers mois), reflétant le dynamisme des marchés boursiers.

En revanche, les dépenses publiques affichent une croissance accélérée de +3,6 % en g.a. entre janvier et août (contre +3,3% entre janvier et juillet), et s'établissent à 15 537 Mds RMB (2048 Mds EUR). Cette accélération s'explique notamment par la croissance des dépenses de santé (+3,9 % sur les huit premiers mois contre +3,1 % sur les sept premiers mois), en raison de la résurgence du variant Delta et des inondations dans certaines régions. En outre, les dépenses dans l'éducation et la sécurité sociale/emploi augmentent respectivement de +7,9 % et +1,9 % en g.a..

Pour mémoire, selon le rapport de politique budgétaire publié consécutivement aux Lianghui le 5 mars, le déficit budgétaire officiel doit être ramené à environ 3,2 % du PIB en 2021 (contre "3,6 % ou plus" fixé en 2020). Le budget 2021 prévoit que les dépenses gouvernementales augmentent de +1,8 % en g.a. à 25 012 Mds RMB (3297 Mds EUR), en parallèle d'une attente de rebond des recettes fiscales de +8,1 % à 19 765 Mds RMB (2605 Mds EUR). La dépense doit se concentrer sur le soutien à l'emploi et le niveau de vie des populations, en allouant 15,3 % du total à l'éducation, 13,8 % à la sécurité sociale et aux emplois, 7,5 % à la santé (qui représentaient en 2020 respectivement 14,8, 13,3 % et 7,8 % des dépenses).

S'agissant des fonds budgétaires gérés par les administrations publiques (APU), sur les huit premiers mois, les recettes des fonds généraux s'établissent à 5 369 Mds RMB (en croissance ralentie de 14,2 % en g.a. contre +19,9 % entre janvier et juillet), dont 87,7 % provient de la cession des terrains (4 711 Mds RMB au niveau national, en croissance ralentie de 12,1 % en g.a. contre +18 % sur les sept premiers mois). Pour mémoire, ces recettes sont issues de la cession des terrains, des jeux (loterie), et de profits générés par certains fonds (fonds de construction ferroviaire, fonds de construction électrique, fonds du projet des Trois Gorges, fonds de construction de nouveaux potagers, fonds de construction d'autoroutes, fonds de construction d'infrastructures d'aviation civile et le fonds de construction portuaire). Elles sont principalement destinées à la construction d'infrastructures et aux services publics.

*Retour au sommaire* ([ici](#))

## Banque et finance

### Stabilité financière : la situation du promoteur immobilier Evergrande demeure préoccupante

Le jeudi 23 septembre, le groupe Evergrande a fait face à deux nouvelles échéances de remboursement obligataire : le paiement des coupons des obligations *onshore* pour un montant de 232 M CNY et celui des coupons des obligations *offshore* pour un montant de 83 M USD. Alors qu'Evergrande a annoncé le mercredi 22 septembre avoir trouvé un accord avec des détenteurs d'obligations *onshore*, les incertitudes demeurent au sein des observateurs de marché quant au statut du remboursement sur les obligations *offshore*. Le règlement doit intervenir dans les 30 jours après la date prévue sous peine d'une déclaration de défaut. Le 29 septembre, le groupe devra également payer les coupons d'obligations arrivant à maturité en 2024 (47,5 M USD).

Les annonces de paiement de coupons de mercredi 22 ont rassuré les marchés. L'action Evergrande a rebondi jeudi de +17% sur la bourse de Hong Kong, sur fond de regain de confiance des investisseurs s'agissant des progrès du groupe à négocier avec ses créanciers. Cependant, le cours a chuté de près de 12% ce vendredi 24 septembre.

A ce stade, les risques de contagion à l'international semblent contenus, 80% des obligations d'Evergrande étant libellées *onshore*. A l'échelle nationale, la cheffe économiste de l'OCDE Laurence Boone a mentionné lors d'une conférence de presse le 21 septembre : « *We think the Chinese authorities do have fiscal capacity and monetary capacity to buffer the shock* ». Les analystes soulignent que le secteur bancaire chinois devrait être préservé de tout effet de contagion. En outre, la PBoC a accéléré les injections de liquidité de court terme, contribuant à rassurer les acteurs de marché et à éviter tout assèchement de la liquidité. Entre le 17 et le 24 septembre, le montant cumulé des injections de liquidité a atteint 560 Mds RMB (87 Mds USD), avec notamment 120 Mds RMB (18,6 Mds USD) le 23 septembre *via* des opérations de *reverse repo* à 7 jours et 14 jours, résultant en une injection nette de 110 Mds RMB, soit la plus importante injection nette depuis 8 mois.

Pour rappel, dans son rapport semestriel publié le 31 août, Evergrande soulignait un risque de défaut sur sa dette qui s'établissait alors à 572 Mds RMB, dont 240 Mds RMB arrivant à échéance dans l'année suivante. Les difficultés financières du promoteur immobilier n'ont cessé de s'accroître depuis que les autorités ont fixé en août 2020 les « trois lignes rouges » visant à plafonner les emprunts des principaux promoteurs immobiliers d'ici mi-2023, dans le cadre d'une campagne de limitation de l'effet de levier et réduction des risques que le secteur fait peser sur le système financier. Pour répondre aux exigences réglementaires, Evergrande a accéléré les cessions d'actifs depuis le début de l'année, avec l'objectif de réduire son endettement de 150 Mds RMB chaque année. Cependant, les inquiétudes se sont multipliées quant à la capacité du groupe à continuer à réduire son niveau d'endettement, tout en honorant ses dettes. Moody's et Fitch Ratings ont abaissé la notation de crédit d'Evergrande à B2 en juin et à CCC+ en juillet respectivement. Le 16 août, la PBoC et la CBIRC ont déclaré dans un communiqué qu'Evergrande devait « résoudre activement » la crise d'endettement et maintenir la stabilité des marchés immobiliers et financiers » après avoir convoqué ses dirigeants.

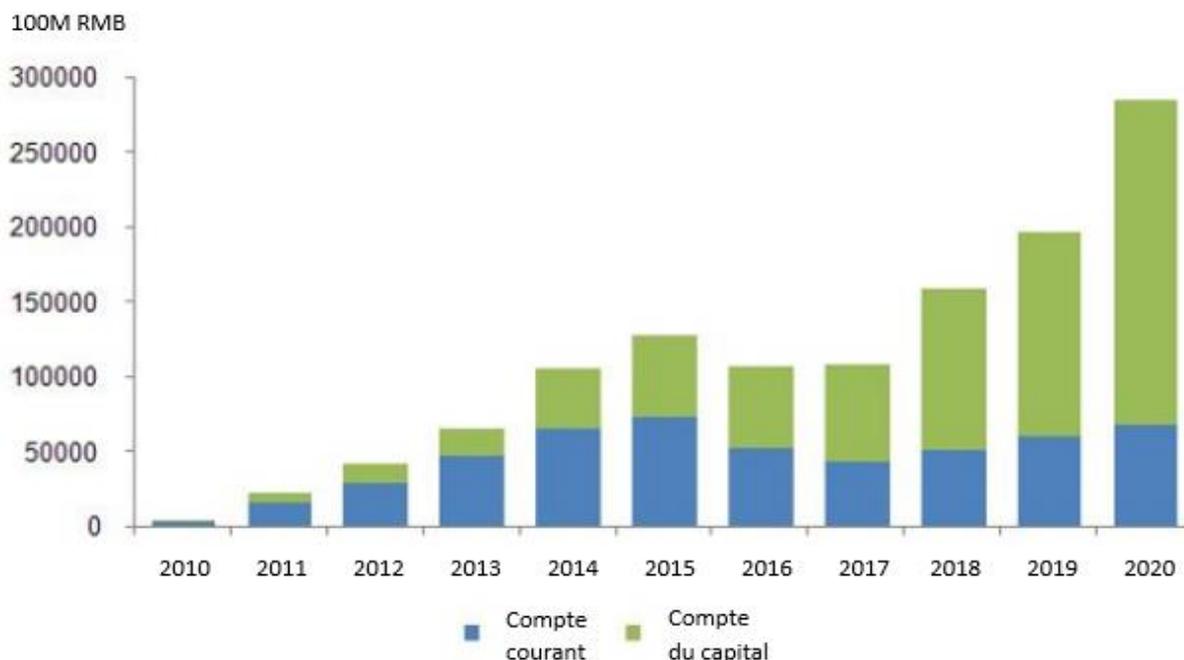
La situation d'incertitude devrait se poursuivre tant que les autorités demeurent silencieuses sur la situation financière défavorable du groupe et les perspectives d'un plan de restructuration, pourtant largement attendu par les analystes. En revanche, le renflouement du groupe paraît peu vraisemblable, étant donné la volonté des autorités de réduire l'aléa moral qui pèse sur le secteur immobilier chinois.

## Internationalisation du RMB : la PBOC publie son rapport sur l'internationalisation du RMB pour 2020, qui montre un rôle croissant du RMB dans les échanges internationaux

Le 18 septembre, la PBOC a publié son [« rapport sur l'internationalisation du RMB pour 2020 »](#). En 2020, le montant total (la somme) des encaissements et paiements transfrontaliers en RMB par les banques pour le compte de clients s'élève à 28 390 Mds RMB, soit une forte augmentation de 44,3 % en glissement annuel, atteignant un niveau record. Ce chiffre était de 17 570 Mds RMB, au premier semestre, soit une croissance de 38,7 % en g.a.. Concrètement, en 2020 :

- Les encaissements et paiements transfrontaliers en RMB sur les comptes courants s'élèvent à 6 770 Mds RMB (augmentation de 12,1 % en g.a.), ce qui représente 17,8 % des règlements transfrontaliers en devises nationales et étrangères au cours de la même période (hausse de 1,7 point de pourcentage par rapport à 2019).
- Les encaissements et des paiements transfrontaliers en RMB au titre des comptes du capital s'élèvent à 21 610 Mds RMB, soit une augmentation de 58,7 % en g.a.. Les investissements directs, des investissements en titres et des financements transfrontaliers en RMB en représentent respectivement 17,7 %, 76,4 % et 4,3 %. Fin juin 2021, le montant total des actifs financiers tels que les actions, obligations, prêts et dépôts en RMB nationaux détenus par des entités étrangères s'élevait à 10 260 Mds RMB, soit une augmentation de 42,8 % en g.a.

### Evolution des encaissements et paiements transfrontaliers en RMB



Source : PBOC

Les règlements transfrontaliers en RMB, qui correspondent à la différence entre les encaissements (capitaux entrants) et paiements (capitaux sortants), sont globalement équilibrés, avec une sortie nette totale de 186 Mds RMB tout au long de l'année 2020.

Selon le rapport, la forte croissance des encaissements et paiements transfrontaliers en RMB est notamment due à l'utilisation du RMB dans des domaines tels que les matières premières, et dans la région de l'ASEAN. En 2020,

les règlements transfrontaliers en RMB entre la Chine et l'ASEAN étaient de 4 150 Mds RMB, soit une augmentation de 72,2 % en g.a., représentant 14,6 % du total, en forte hausse de 2,4 points de pourcentage par rapport à 2019. A noter que la PBOC a signé des accords bilatéraux d'échange de devises locales avec les banques centrales d'Indonésie, de Malaisie, de Thaïlande, de Singapour et du Laos. En outre, en 2020, les encaissements et paiements transfrontaliers en RMB dans le secteur du commerce des matières premières (en particulier le pétrole brut, le minerai de fer, le cuivre et le soja) ont augmenté rapidement de 16,4 % en g.a. à 253 Mds RMB. En termes de ventilation géographique, Shanghai, Pékin et Shenzhen constituent les trois premiers centres du pays en termes de règlements transfrontaliers en RMB avec respectivement 51,5%, 18,2% et 8,7% du total des règlements transfrontaliers en RMB dans le pays en 2020. Neuf provinces du continent chinois affichent des règlements transfrontaliers en RMB dépassant 200 Mds RMB. Par ailleurs, les règlements en RMB entre la Chine continentale et Hong Kong représentent 46,0 % du total des encaissements et paiements transfrontaliers en RMB, se classant ainsi au premier rang et suivi par le Singapour (12,9%), le Royaume-Uni (5,4%) et Macao (3,7%). Les règlements en RMB avec la France représentent 1,5% du total.

Il convient également de noter que les règlements transfrontaliers en RMB entre la Chine et les pays le long de « la Ceinture et la Route » dépassent 4 530 Mds RMB, soit une augmentation de 65,9 % en g.a., représentant 16,0 % du total des règlements transfrontaliers en RMB. Concrètement, les règlements de commerce en RMB s'élevaient à 870 Mds RMB, soit une augmentation de 18,8 % en g.a., et les investissements directs en RMB s'élevaient à 434 Mds RMB, soit une croissance de 72,0 % en g.a.. Jusqu'à fin 2020, la Chine a signé des accords bilatéraux d'échange de devises nationales avec 22 pays le long de « la Ceinture et la Route » et a établi des mécanismes de règlement en RMB dans 8 pays de « la Ceinture et la Route ».

Selon les données publiées par SWIFT, à fin juin 2021, le yuan se classe au cinquième rang des principales devises de paiement internationales, et les règlements en RMB représentent 2,5% de tous les paiements en devises, soit une augmentation de 0,7 point de pourcentage par rapport à la même période l'année dernière. Au premier trimestre 2021, le yuan occupe la cinquième place dans la composition en devises des réserves officielles de change (*Official Foreign Exchange Reserves, COFER*) du Fonds monétaire international (FMI), représentant 2,5 % des réserves de change mondiales, en hausse de 1,4 point de pourcentage par rapport à 2016, lorsque le yuan a officiellement rejoint le panier de devises des droits de tirage spéciaux (SDR) du FMI.

*Retour au sommaire* ([ici](#))

## Climat des affaires

### **Relations Chine-UE : publication du *position paper* de la Chambre de commerce européenne**

La Chambre de commerce de l'Union européenne en Chine (EUCCC) a publié le 23 septembre son « *position paper* » annuel dans lequel elle alerte sur les contraintes pesant sur les entreprises européennes du fait des objectifs d'autosuffisance chinois. Dans le contexte de pandémie, la reprise économique chinoise a permis aux entreprises européennes implantées en Chine de générer des revenus importants mais la Chambre regrette que, loin de mettre en œuvre des politiques d'ouverture, la Chine se referme au contraire sur elle-même. La sécurité nationale prend une place grandissante dans l'élaboration de la politique économique et les administrations et entreprises chinoises sont de plus en plus encouragées à éviter l'utilisation de technologies étrangères au profit de la production locale, en particulier dans les secteurs où le gouvernement craint un découplage.

L'UECCC recommande à ses entreprises membres de continuer d'employer du personnel étranger malgré les difficultés grandissantes du fait des restrictions sanitaires actuelles. Elle plaide également pour une meilleure préparation des entreprises aux risques de découplage. La Chambre de commerce européenne s'était félicitée en décembre 2020 de la conclusion des négociations du CAI (« moins ambitieux qu'anticipé mais un pas dans la bonne direction »). Elle appelle désormais le gouvernement chinois à lever les sanctions à l'encontre des entités et individus européens afin que des progrès soient réalisés vers une ratification de l'accord.

[Télécharger le \*position paper\* de l'UECCC](#)

### **Attractivité : la Banque mondiale supprime son classement annuel *Ease of Doing Business***

La Banque mondiale a annoncé la suppression de son classement sur le climat des affaires à la suite d'une enquête dont les conclusions montrent que des hauts dirigeants de la banque auraient exercé des pressions sur leurs équipes pour changer le classement de certains pays, dont la Chine.

En amont de la publication du rapport 2018, Kristalina Georgieva (ancienne présidente de la Banque mondiale, actuelle DG du FMI) aurait ainsi critiqué ses équipes pour « malmener la relation de la Banque avec la Chine et ne pas apprécier correctement l'importance du rapport *Ease of Doing Business* pour le pays ». A la suite d'un changement de méthodologie, la Chine était ainsi passée de la 85<sup>e</sup> à la 78<sup>e</sup> place du classement. La Chine a enregistré des progrès importants dans le classement les deux années suivantes, se hissant à la 31<sup>e</sup> position en 2020.

Le classement *Ease of Doing Business* classait l'environnement réglementaire de 190 pays, du plus favorable au moins favorable pour les activités commerciales, selon un indice correspondant à 11 sujets : création d'entreprise, obtention des permis de construire, raccordement à l'électricité, transfert de propriété, obtention de prêt, protection des investisseurs, paiement des taxes et impôts, commerce frontalier, exécution des contrats, résolution de l'insolvabilité.

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

## Industrie et numérique

### **Cybersécurité : le Ministère de la Défense lituanien met en garde contre des failles de sécurité de certains terminaux mobiles de Huawei et Xiaomi, ce que ces derniers démentent**

Le Ministère lituanien de la Défense a recommandé aux institutions publiques et aux consommateurs d'éviter certains terminaux mobiles de Huawei et Xiaomi, citant des failles de sécurité et des potentielles fuites de données. Cette recommandation fait suite à [un rapport](#) du centre national de cybersécurité à Vilnius, publié le 21 septembre.

Examinant trois modèles (OnePlus 8T 5G, Huawei P40 5G, Xiaomi Mi 10T 5G), le rapport conclut à plusieurs failles de sécurité : pour le modèle P50 5G, l'App store redirigerait parfois les utilisateurs vers des App Stores tierces sur lesquelles certaines applications contiendraient des virus. Le modèle Mi 10T 5G pourrait transmettre des données sur l'utilisation du terminal mobile vers un *cloud* hébergé par des serveurs situés à Singapour. Ce modèle serait en outre capable de détecter puis censurer 449 mots-clés ou combinaisons de mots-clés ; une fonction inactivée au sein de l'Union européenne mais pouvant, selon les auteurs du rapport, être activée à tout moment à distance. Aucune faille de sécurité n'aurait été détectée sur le terminal mobile de la marque OnePlus.

Huawei et Xiaomi ont démenti ces conclusions, insistant sur leur conformité au RGPD européen. Pour mémoire, si Huawei a perdu des parts de marché sur le segment des terminaux mobiles, Xiaomi en a considérablement gagné. Au Q2-2021, son CA est en progression de 64% en g.a. ; Xiaomi devient le second vendeur de terminaux mobiles en Europe, avec [24 %](#) des parts de marché, derrière Samsung (30 %).

### **Automobile : publication des premières normes nationales pour la conduite autonome**

Des premières normes pour la conduite autonome, fournissant notamment une taxonomie des niveaux d'autonomie (L0 à L5) [ont été publiées](#), et entreront en vigueur en mars 2022. Les niveaux d'autonomie sont définis par le degré d'autonomie pour la conduite, le freinage et l'accélération du véhicule, et s'échelonnent du niveau L0 (pas d'autonomie) au niveau L5 (autonomie complète). Jusqu'à présent, les constructeurs automobiles locaux se basaient sur la définition de la société d'ingénieurs automobiles américaine, et avec lesquelles les normes chinoises contiennent de fortes similarités. Celle-ci inclut néanmoins une définition de « conducteur à distance », qui fait référence à toute personne capable d'opérer le véhicule sans toucher le volant ou les freins (que cette personne soit à l'intérieur ou non du véhicule). Si elles n'ont pas de portée obligatoire, ces normes permettront néanmoins une meilleure visibilité dans la classification des véhicules autonomes.

### **Innovation : en 2020, les dépenses en R&D s'élèvent à 2,4% du PIB, soit une augmentation de 10,2% en g.a.**

Selon les chiffres du Bureau national des statistiques, du ministère des Finances et du ministère des Sciences et technologies, les dépenses en R&D en 2020 s'élèvent à [2,4% du PIB](#), soit environ 320 Mds EUR. Si l'augmentation des dépenses (+10,2%) dépasse bien l'objectif fixé par le 14<sup>ème</sup> plan quinquennal (+7% par an), elle reste moins importante qu'en 2019 (+12,5%). La part de 2,4% du PIB est inférieure à l'objectif fixé de 2,5% du PIB pour 2020 mais se rapproche néanmoins de la moyenne des pays de l'OCDE (2,5% en 2019).

Les dépenses en recherche fondamentale s'élèvent quant à elles à 14,7 Mds CNY (1,9 Md EUR), soit une augmentation de 9,8% en g.a., également moins forte qu'en 2019 (+22,5%) – et ce alors que Li Keqiang avait annoncé en mars une augmentation des dépenses sur la recherche fondamentale de [10,6%](#).

### **Innovation : la Chine gagne 2 places dans le Global Innovation Index**

D'après l'Indice mondial de l'innovation publié chaque année par l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle et ses différents partenaires, la Chine a progressé de deux places par rapport à l'an dernier, passant ainsi de la 14<sup>ème</sup> à la 12<sup>ème</sup> place, juste derrière la France qui figure en 11<sup>ème</sup> position.

Cette progression confirme l'évolution constatée depuis 2013 : une amélioration progressive et constante de la Chine, qui se rapproche du top 10. Cette année encore, la Chine reste la seule économie parmi les pays à revenu intermédiaire à figurer dans le top 30 des pays les plus innovants. Elle est le premier pays d'origine de publications scientifiques, et deuxième en termes de dépenses de R&D (avec une augmentation de 11% de ses dépenses en 2019). Malgré la pandémie, en 2020, la Chine a allongé son avance en matière de dépôts de brevets à l'international avec une augmentation de 16% de ses dépôts par la voie PCT. La Chine possède par ailleurs 19 pôles scientifiques et technologiques parmi les plus importants au monde, juste derrière les Etats-Unis et loin devant l'Allemagne. Notons d'ailleurs que les pôles de Shenzhen-Hong Kong-Canton et de Pékin occupent respectivement les 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> positions.

Pour autant, l'indice identifie des faiblesses, notamment en matière d'institutions (catégorie dans laquelle la Chine se situe en 61<sup>ème</sup> position) et en matière d'environnement réglementaire, où elle n'est que 106<sup>ème</sup>. Ces scores sont à analyser au regard des annonces politiques chinoises récentes, notamment dans le 14<sup>ème</sup> plan quinquennal qui met l'accent sur l'innovation.

Pour accéder à l'Indice Mondial de l'Innovation 2021 : [Global Innovation Index 2021 \(wipo.int\)](http://wipo.int)

### **Industrie : les coupures d'électricité engendrent l'arrêt forcé d'usines dans plusieurs régions industrielles majeures**

Dans plusieurs provinces (Jiangsu, Guangdong, Liaoning...), les autorités locales émettent sans préavis des injonctions de réduction de la consommation électrique aux usines, qui sont mises à l'arrêt totalement ou partiellement. Les pénuries d'électricité, confirmées dès le 17 juin par la NDRC dans plusieurs provinces, sont dues à des facteurs conjoncturels (*pluviométrie insuffisante, demande pour la climatisation, hausse de la demande à l'export...*) et structurels (*très mauvaise interconnexion entre les provinces*). De plus, les autorités ont introduit des quotas d'énergies renouvelables à respecter chaque année, faisant peser une contrainte supplémentaire.

Cette pression s'est accrue ces derniers jours après que les autorités locales de 9 provinces ont réalisé être en décalage avec leurs objectifs de consommation d'énergie pour 2021. Des restrictions ont été mises en place dans le Guangdong, le Shandong, le Jiangsu, le Qinghai, le Ningxia, le Yunnan, le Guangxi, le Sichuan, le Henan, Chongqing, la Mongolie intérieure et le Liaoning. Les autorités centrales (NDRC et NEA) [ont dépêché](#) des équipes au niveau local afin de mener un travail de « supervision » de l'approvisionnement énergétique et de stabilisation des prix. Dans des délais très courts (quelques jours, voire quelques heures), des négociations se sont engagées avec les entreprises pour limiter l'impact de ces coupures sur les industries les plus stratégiques et les opérations essentielles (sécurité, stockage).

Ces fermetures font peser un risque sur l'économie chinoise, mais également sur les chaînes de valeur mondiales. Les inquiétudes sont particulièrement fortes dans les secteurs où la dépendance à la Chine est clairement

identifiée. C'est le cas pour certaines matières premières (acier, aluminium, magnésium...), l'industrie chimique ou encore les principes actifs. Le secteur des semi-conducteurs pourrait également être impacté, dans un contexte où la pénurie mondiale et de forte augmentation des prix. La part de la Chine dans la production mondiale d'acier (57%) est également un élément à prendre en considération.

Il est peu probable que la situation s'améliore rapidement. A très court terme, la « golden week », période de vacances, démarre le 1<sup>er</sup> octobre. Selon les autorités ces restrictions particulièrement sévères ne dépasseraient pas quelques semaines, mais la baisse des températures pourrait aussi entraîner une hausse de la demande énergétique. En outre, le 14 septembre, le Ministère de l'écologie a publié une [version intermédiaire](#) d'un plan pour combattre la pollution hivernale (2021-2022) dans les « régions importantes ». Par rapport aux années précédentes, le nombre de régions et secteurs concernés par les restrictions a été largement augmenté.

Ces contraintes affectent les entreprises étrangères, notamment celles qui sont positionnées comme fournisseurs de clients industriels majeurs.

**N'hésitez pas à signaler au service économique et aux antennes concernées (circonscriptions de Shanghai, Canton, Wuhan et Chengdu) l'évolution de la situation au niveau local.**

**Politique industrielle : le gouvernement insiste sur le rôle des « nouvelles infrastructures » dans le développement économique lors du 14<sup>ème</sup> plan quinquennal**

Le 22 septembre, le Conseil des affaires de l'Etat [a rappelé l'importance](#) des nouvelles infrastructures pour que la Chine poursuive la transformation de son économie conformément aux orientations du 14<sup>ème</sup> plan quinquennal (2021-2025). Le « plan pour le développement des nouvelles infrastructures lors du 14<sup>ème</sup> plan quinquennal », [déjà annoncé](#) en mars, a été approuvé par le Conseil des Affaires de l'Etat et devrait être publié prochainement. Si le concept de « nouvelles infrastructures » renvoie également à certaines installations énergétiques comme les stations de recharge de véhicules électriques, le compte-rendu de la réunion mentionne surtout les infrastructures numériques et de télécommunications comme des priorités pour les investissements.

Ce plan, qui devrait concerner 30 000 Mds CNY (4 000 Mds EUR) d'investissements, devrait notamment appeler notamment à accélérer le déploiement du réseau de fibre optique, des réseaux mobiles de nouvelle génération (essentiellement 5G), mais aussi des communications satellitaires. Pour que ces réseaux puissent soutenir l'économie réelle, le plan appelle à renforcer les plateformes d'internet industriel selon une approche « collaborative », en lien avec la volonté du gouvernement chinois de [promouvoir les plateformes](#) de partage de données dans différentes industries afin d'optimiser les chaînes de valeur et de développer des solutions innovantes. Des cas d'applications sont également mentionnés dans les transports, l'énergie, l'urbanisme, ou encore l'agriculture intelligente.

Les investissements nécessaires au renforcement des infrastructures numériques devraient être guidés par les autorités aux niveaux national et local mais l'objectif annoncé est surtout de mobiliser les investissements des groupes privés, ce qui devrait notamment concerner des grands groupes du numérique tels que Huawei, Alibaba ou Tencent, qui sont généralement les [principaux bénéficiaires](#) de ces grands projets.

Pour mémoire, le concept des « nouvelles infrastructures » a été élaboré lors de la Conférence économique de travail du gouvernement central à la fin de l'année 2018 et a été repris dans le rapport de travail du gouvernement à l'occasion des « deux assemblées » (lianghui) de mai 2020. Ces investissements constituent un élément important du plan de relance de l'économie chinoise en réponse à l'épidémie de covid-19. En mai 2020, le Premier

ministre Li Keqiang avait indiqué que les « nouvelles infrastructures » et les projets de « nouvelle urbanisation » seraient prioritaires dans le cadre du plan de relance économique du gouvernement. Il a notamment insisté sur l'importance des nouvelles infrastructures pour doper la consommation, faciliter les ajustements structurels et renforcer la soutenabilité de la croissance ([voir brèves du SER de Pékin du 18 mai 2020](#)).

*Retour au sommaire ([ici](#))*

## Développement durable, énergie et transports

### **Climat : Xi Jinping annonce la fin de la construction de centrales à charbon à l'étranger**

Lors de son discours à l'Assemblée générale des Nations Unies, Xi Jinping a annoncé que « la Chine [soutiendrait] vigoureusement le développement des énergies vertes et bas carbone des pays en développement [et qu'elle] ne [construirait] plus de nouveaux projets de centrales à charbon à l'étranger », les modalités précises de cette annonce restant à préciser. Selon une analyse de l'*Institute for Energy Economics and Financial Analysis* (IEEFA), la Chine représenterait plus de 56 % des capacités totales des centrales au charbon en projet à l'étranger.

Cette annonce intervient alors que les investissements dans le charbon à l'étranger étaient déjà au plus bas. En effet, selon un rapport d'un *think tank* chinois, l'*International Institute of Green Finance* (IGGF), la Chine n'a financé aucun projet de centrale au charbon au cours du premier semestre 2021 dans le cadre de l'initiative des nouvelles routes de la soie (voir brèves de la semaine du 26 juillet). Les risques financiers associés au charbon sont de plus en plus importants, en raison de la volatilité du cours de la matière première, alors que les progrès techniques réalisés dans les énergies renouvelables rendent ces alternatives plus compétitives que le charbon.

La Chine s'était retrouvée isolée sur cette question ces derniers mois, les membres du G7 ayant annoncé l'arrêt du financement des centrales à charbon à l'étranger lors de leur dernier sommet. Le sujet avait d'ailleurs été évoqué par John Kerry et par le futur président de la COP26, Alok Sharma, lors de leurs visites en Chine début septembre.

### **Energie : la Chine a mis en vente son tout premier lot de pétrole brut provenant de la réserve stratégique**

Pour la toute première fois, la Chine a annoncé publiquement avoir mis en vente 7,38 millions de barils de pétrole brut provenant de sa réserve stratégique, le 24 septembre. Selon un [communiqué](#) publié par l'Administration nationale des Réserves alimentaires et stratégiques (LSWZ), cette mesure inédite du premier importateur mondial de pétrole est une intervention sur le marché afin d'« alléger la pression de la flambée du prix des matières premières sur les entreprises de production industrielle ». Des [règles détaillées de vente](#) ont été ensuite publiées pour préciser le mode opératoire des enchères, via le [système d'échange](#) de la réserve nationale de pétrole.

D'autres mises en vente seront organisées à l'avenir, en procédant par lots, afin de garantir l'équilibre du marché et la sécurité énergétique du pays. Malgré l'objectif annoncé par le gouvernement chinois, cette vente aura probablement un impact très limité sur les cours de pétrole à court terme compte tenu de sa quantité peu importante au regard de la production chinoise de pétrole raffiné par an, soit environ 1 Mt contre 674 Mt.

La réserve stratégique de pétrole (RSP) chinoise est relativement récente par rapport à celles des pays européens. Les premiers débats politiques à ce sujet n'ont commencé qu'à partir de 1993, et ce n'est qu'en 2004 que les géants pétroliers d'État chinois ont accepté de contribuer à la RSP nouvellement établie. Jusqu'à présent, la Chine est restée très discrète sur sa RSP, ne divulguant aucune information sur la taille de ses réserves.

## Energie: premier certificat de pétrole “neutre en carbone” délivré à Sinopec, Cosco Shipping et China Eastern Airlines

Shanghai Environment and Energy Exchange (SEEE), qui héberge la plateforme nationale du marché carbone lancé en juillet, a émis lors d’une cérémonie le 22 septembre [le premier certificat de pétrole « neutre en carbone »](#) attribué au pétrolier Sinopec, au transporteur maritime Cosco Shipping et à la compagnie aérienne China Eastern. Les trois entreprises chinoises ont annoncé avoir acheté 103 526 certificats de réduction d’émission (CCER) pour compenser les émissions de gaz à effet de serre associées à une cargaison de 30 000 tonnes de pétrole brut, de son extraction à sa consommation en passant par le transport et raffinage. Ce pétrole brut en provenance d’Angola où Sinopec opère plusieurs champs pétroliers a ensuite été transporté par bateau par Cosco jusqu’à Ningbo (Zhejiang) avant d’être raffiné par Sinopec en divers sous-produits pétroliers, notamment du kérosène utilisé par les avions de China Eastern. Les émissions ont été calculées par l’agence de certification *China Classification Society Certification (CCSC)*.

Les crédits de compensation carbone achetés par les trois entreprises proviennent d’un ensemble de projets à travers la Chine, notamment de projets de reboisement, d’énergie solaire, éolienne et biomasse ou encore de production de biogaz. Selon [Carbon Pulse](#), il s’agirait probablement de CCER de catégorie 1 (émis depuis 2016) qui s’échangent actuellement autour de 35 RMB (4,6 EUR) l’unité et correspondant à la compensation d’une tonne d’équivalent CO<sub>2</sub>. Le prix de ces crédits a presque doublé l’année dernière face à une demande accrue des entreprises pour de la compensation carbone.

Pour rappel, d’après le règlement national du marché carbone, les entreprises peuvent utiliser des CCER pour compenser jusqu’à 5% de leur volume d’émissions. Si la délivrance de nouveaux crédits CCER et l’enregistrement des projets qualifiés a été suspendu en mars 2017, les acteurs du secteur s’attendent à une reprise du dispositif au cours du premier semestre 2022.

## Aéronautique : Boeing estime à 8 700 nouveaux avions commerciaux la demande du marché chinois d’ici à 2040

L’avionneur américain a publié ses [nouvelles prévisions](#) de marché pour les appareils commerciaux sur la période 2021-2040. Dans les vingt ans qui viennent, Boeing estime que la Chine va plus que doubler sa flotte actuelle (environ 4000 appareils), avec [8700 nouveaux appareils](#), soit 1,2% de plus que sa précédente prévision datant de l’an dernier (8 600 avions), pour un marché estimé à 1 470 Mds USD au prix catalogue : 6 500 appareils monocouloirs et 1 850 gros porteurs (passagers ou tout-cargo), soit 20 % des livraisons totales. La croissance de la flotte est estimée à 4,4% par an en moyenne, sur la base d’une prévision de croissance identique du PIB chinois, pour accompagner celle du trafic aérien sur la période (+5,4% /an). Cependant, le trafic international en Chine reste aujourd’hui réduit à 2% de celui connu en 2019, avant la pandémie de COVID-19. Aucun calendrier de réouverture des liaisons internationales n’a été communiqué par les autorités chinoises. Par ailleurs Boeing n’a enregistré aucune commande significative par les compagnies chinoises depuis 2017 et ses [livraisons en Chine se sont effondrées](#) depuis le retrait du certificat de navigabilité au 737 MAX en mars 2019 par l’Administration de l’Aviation Civile de Chine (CAAC) : 192 avions livrés en 2018, 45 en 2019, 6 en 2020, 7 depuis le début de cette année. Boeing reste cependant convaincu du caractère primordial et moteur du marché chinois dans l’aéronautique et travaille ardemment avec la CAAC pour obtenir une nouvelle certification pour le 737 MAX (Voir Brèves du SER de Pékin, [semaine du 13 au 17 septembre](#)).

### **Compagnies aériennes : China Eastern ouvre une filiale à Hainan et se positionne en concurrent direct de HNA**

La compagnie de Shanghai vient de signer un accord de coopération avec le gouvernement municipal de Sanya prévoyant l'installation à Sanya de son futur siège régional. China Eastern déploiera une flotte de 50 appareils, répartie entre les différents aéroports de la province (Sanya, Haikou, Qionghai et Danzhou, ce dernier étant actuellement en cours de construction). Elle ouvrira également un service premium entre Sanya et Haikou.

China Eastern exploite déjà des vols au départ de Sanya (78 liaisons hebdomadaires) et de Qionghai (21 liaisons), mais peine à exister face au géant local, Hainan Airlines, et aux compagnies nationales China Southern Airlines et Capital Airlines. La création de cette nouvelle filiale régionale, qui s'inscrit dans le cadre du plan de transformation de Hainan en port-franc, doit permettre à l'île d'améliorer sa connectivité aérienne pour faire face à l'augmentation future des flux de passagers.

A noter que l'année dernière, China Eastern s'est associée à la compagnie privée shanghaienne Juneyao Air pour créer Sanya International Airlines avec Sanya comme base. Le projet n'a pas encore reçu le feu vert de l'Aviation civile chinoise (CAAC).

Source: <https://www.ch-aviation.com/portal/news/107904-china-eastern-to-open-hainan-branch>

### **Mobilité aérienne urbaine : accord de coopération entre EHang et Heli-Eastern dans le domaine des drones à Shenzhen**

Le spécialiste des drones passagers EHang (basé à Canton) et l'un des premiers opérateurs d'hélicoptères de Chine ont signé un accord de partenariat dans le domaine de la mobilité aérienne urbaine (UAM) à Shenzhen. Cet accord s'intègre dans le projet de réforme pilote de l'aviation à basse altitude mené par la ville dans le cadre de la Grande Baie. Il prévoit notamment le développement d'un système de gestion des opérations UAM à basse altitude ainsi que l'exploration d'applications ciblées du transport par drone en milieu urbain (sauvetage aérien, transport de fret, etc.). Cet accord doit également permettre à EHang de déployer pour la première fois à Shenzhen ses modèles de drones passagers AAV EHang 216.

Pour rappel, Airbus a signé fin 2019 un MoU avec la ville de Shenzhen pour le développement de l'UAM.

Source : <https://asianaviation.com/ehang-partners-with-heli-eastern-for-uam-in-shenzhen/>

*Retour au sommaire ([ici](#))*

## Actualités régionales

### **Grande Baie : ouverture du premier centre international de quarantaine à Canton**

Annoncé au début de l'été alors que la ville faisait face à une reprise épidémique, le nouveau centre international de quarantaine de Canton entrera en service à la fin du mois de septembre. Le centre d'une superficie de 250 000 m<sup>2</sup> a été construit aux abords de l'aéroport de Baiyun en un temps record (2 mois de travaux menés 24/24h) pour accueillir les voyageurs à leur retour en Chine. Il dispose de 5 000 chambres équipées et nécessite le déploiement sur place de 300 professionnels de la santé et 150 personnels techniques.

Ce centre international de quarantaine est le premier du genre en Chine, mais devrait être rapidement imité par d'autres villes chinoises. D'après le gouvernement du Guangdong, la province demeure de très loin la principale porte d'entrée des arrivées internationales (HK compris) en Chine ; en se substituant aux hôtels de quarantaine souvent situés en zone urbaine, le nouveau centre devrait permettre réduire le risque d'infection en période de quarantaine.

Source : <https://www.chinadaily.com.cn/a/202109/17/WS6143eccda310e0e3a6822326.html>

*Retour au sommaire ([ici](#))*

# Hong Kong et Macao

## Hong Kong

### **Bourse : forte volatilité de l'indice HSI cette semaine sous l'effet des doutes autour de la société chinoise Evergrande**

La bourse de Hong Kong a connu une semaine de forte volatilité du fait des doutes des investisseurs autour de la situation financière de l'entreprise chinoise Evergrande. L'indice de référence de la bourse de Hong Kong (HSI) s'est en effet contracté de 3,3% le lundi 20 septembre, atteignant son niveau le plus bas depuis mai 2020, soit 24 099 points (le titre Evergrande perdant lui 10,2%), il a rebondi le jour suivant de 0,5% puis de 1,2% le 23 septembre après la fermeture de la bourse la veille (fête de mi automne). L'indice HSI s'est ensuite de nouveau contracté de 1,3% le vendredi 24 septembre (-11,6% ce jour pour l'action Evergrande), terminant la semaine sur une baisse cumulée de 2,9%.

Parmi les sociétés cotées à Hong Kong, les entreprises chinoises du secteur de l'immobilier ainsi que celles du secteur bancaire ont été les plus lourdement impactées par la dégradation du sentiment de marché. Les indices Hang Seng Mainland Properties (regroupant les plus grosses capitalisations chinoises du secteur immobilier cotées à Hong Kong) et Hang Seng Mainland Banks (plus grosses capitalisations chinoises du secteur bancaire cotées à Hong Kong) ont ainsi chuté de respectivement 6,7% et 4,6% le 20 septembre (le Hang Seng Mainland Properties rebondissant par la suite largement le 23 septembre pour clôturer la semaine en hausse de 3,8% et le Hang Seng Mainland Banks perdant lui 4,3% sur la semaine)

Le groupe Chinese Estates (second actionnaire principal d'Evergrande), fondé par le magnat hongkongais Joseph Lau a largement allégé sa participation au capital du groupe chinois, cédant entre le 30 août et le 21 septembre 108,9 millions de titres Evergrande pour un montant total de 246,5 M HKD (31,7 M USD). Chinese Estate détient encore 751,1 millions de titres que le groupe pourrait prochainement vendre en totalité selon une communication officielle publiée le 23 septembre.

Le développeur immobilier chinois Sinic Holdings a par ailleurs vu sa cotation à la bourse de Hong Kong suspendue l'après-midi du 20 septembre après la contraction de son cours de 87% en séance du fait de doutes concernant la capacité du groupe à honorer un versement de coupons et de principal (246 M USD) sur une obligation arrivant à maturité le 18 octobre.

### **Echanges bilatéraux France - Hong Kong : les exportations françaises vers Hong Kong ont progressé de 25% (g.a) au cours des 7 premiers mois de l'année, atteignant 2,9 Mds EUR**

Au cours 7 premiers mois de l'année, les exportations françaises vers Hong Kong ont atteint 2,9 Mds EUR, en hausse de 25 % en glissement annuel selon les données des douanes françaises. Elles avaient baissé de 11% au cours de l'année 2020. Les exportations du secteur aéronautique ont atteint 525,7 M EUR, en hausse de 907% (elles s'étaient contractées de 94% au S1-2020). Hors aéronautique, les exportations françaises vers Hong Kong progressent de 5,5% en g.a. : -12% pour la maroquinerie à 509,4 M EUR (second poste d'exportations vers Hong Kong après l'aéronautique), +30% pour les vins (troisième poste) à 288,9 M EUR, +34% pour les parfums et

produits de toilette à 277,5 M EUR (4<sup>ème</sup> poste). L'excédent de la balance commerciale française avec Hong Kong progresse (+38,8% en g.a.), atteignant 2,6 Mds EUR.

### **Climat : séminaire « EU and Hong Kong, The Green Way » avec la présence de Carrie Lam ainsi que de plusieurs officiels du gouvernement hongkongais**

Le bureau de l'UE à Hong Kong et Macao ainsi que la Chambre de commerce européenne ont organisé le 16 septembre un séminaire sur le thème de la collaboration entre l'UE et Hong Kong en matière d'action pour le climat. La Chef de l'exécutif Carrie Lam a ouvert l'événement, et le Secrétaire à l'environnement Wong Kam-Sing et le Secrétaire aux services financiers et au Trésor Christopher Hui Ching-Yu ont également participé.

Au terme de l'évènement, 12 [recommandations](#) ont été remises au coordonnateur des membres non officiels du conseil exécutif Bernard Chan. Plusieurs de ces recommandations concernaient le développement de Hong Kong en tant que place financière verte : amélioration des standards hongkongais en matière de publication de données extra financières, création d'un pool de talents ESG à Hong Kong et support à la coopération multilatérale en matière de taxonomie verte.

### **Emploi : le taux de chômage de Hong Kong poursuit sa baisse au cours du trimestre juin-août 2021 atteignant 4,7%, contre 5% lors du trimestre glissant précédent**

Le taux de chômage hongkongais s'est contracté de 30 points de base au cours du trimestre juin-août 2021, atteignant 4,7% après un point haut de 7,2% atteint au cours de la période décembre 2020 - février 2021. L'amélioration observée au cours du dernier trimestre glissant concerne presque tous les secteurs : baisse de 70 points de base pour le taux de chômage du secteur de la construction (7,4% en juin-août 2021), de 20 pb pour le secteur de l'import/export (4%), de 20 pb pour le commerce, l'hôtellerie et la restauration (7,4%), -50 pb pour le secteur des transports (4,9%), -20 pb pour la finance, l'immobilier et l'assurance (3,7%), -20 pb pour l'administration (2,2%).

La population active hongkongaise marque de son côté une diminution de 8 900 personnes au cours de la période juin-août 2021 (glissement trimestriel). Elle affiche désormais une contraction totale de 109 200 personnes par rapport à son niveau pré-pandémique d'octobre-décembre 2019.

### **Place financière : HKEX lance une consultation concernant l'adoption d'un cadre permettant la cotation de SPAC à Hong Kong**

HKEX a publié le 17 septembre un [document de consultation](#) appelant les acteurs de la place financière à exprimer leur avis quant au cadre de cotation proposé à Hong Kong pour les SPAC.

Les SPAC (*Special Acquisition Company* ou société d'acquisition à vocation spécifique) désignent un type particulier de véhicule d'investissement, sous la forme d'entreprise sans activité opérationnelle, c'est-à-dire de «coquille vide» permettant ensuite de lever des fonds via une introduction en bourse traditionnelle afin de réaliser des acquisitions dans des entreprises non-cotées.

Le cadre soumis à consultation s'avère plus restrictif que la plupart de ceux appliqués aux Etats-Unis ainsi qu'en Europe, limitant par exemple l'accès à ces investissements aux seuls investisseurs professionnels. Autres propositions soumises à consultation : au moins un des sponsors de chaque SPAC coté à Hong Kong devrait être licencié par le régulateur SFC et la part cumulée de chaque SPAC détenue par les sponsors serait limitée à 30%.

**Indice des prix à la consommation : l'inflation (IPC) du mois d'août marque un ralentissement (+1,6%) après un rebond au mois de juillet (+3,7%)**

L'inflation de l'IPC au mois de juillet a marqué un ralentissement (+1,6% en glissement annuel, contre un consensus Bloomberg établi à +1,7%) après +3,7% en juillet. L'inflation sous-jacente marque en revanche une accélération au mois d'août (+1,2% contre +1% au mois de juillet).

## Macao

**Tourisme : baisse du nombre de visiteurs de -48,2% en août**

Le nombre de visiteurs à Macao a chuté en août de -48,2% à 409 207 personnes par rapport à juillet (dont 369 467 en provenance de Chine) du fait de l'épisode de reprise épidémique en Chine. Les arrivées ont augmenté de +43,6% en g.a (5 126 443 personnes) en cumulé au cours des 8 premiers mois de l'année.

*Retour au sommaire ([ici](#))*

# Taiwan

## Multilatéralisme : Taïwan soumet sa candidature au CPTPP

[Taiwan a officiellement présenté, le 22 septembre, sa candidature pour rejoindre le CPTPP](#). Le dossier d'adhésion de l'île, sous le nom de « *Separate Customs Territory of Taiwan, Penghu, Kinmen and Matsu* », a été remis, via son bureau de représentation sur place, à la Nouvelle-Zélande, qui fait partie des onze Etats membres et se charge de la gestion des formulaires de demande d'adhésion. Dans une conférence de presse, le ministre du *National Development Council* (NDC) a indiqué que la participation de Taïwan au CPTPP pourrait apporter une hausse de 2% du PIB. Si Taïwan reste en dehors de cet accord, il anticipe un impact négatif sur certaines industries (pétrochimie, métallurgie, plastiques...) et une baisse du PIB de 0,56%. La candidature de Taiwan est annoncée quelques jours seulement après celle déposée par la Chine continentale le 16 septembre. Elle illustre la volonté de la Présidente Tsai de soutenir l'intégration croissante de l'économie taïwanaise dans le commerce régional en s'appuyant notamment sur sa relation privilégiée avec le Japon. Elle apparaît d'autant plus importante que Taïwan n'a pas été en mesure de participer à l'autre grand accord régional, le Regional Comprehensive Economic Partnership (RCEP), signé le 15 novembre 2020.

## Taux d'intérêt : la CBC maintient ses taux directeurs et revoit ses prévisions de croissance à la hausse

Lors de la dernière réunion de politique monétaire du 23 septembre, [la Banque centrale \(CBC\) a décidé de maintenir ses taux directeurs inchangés suite à la baisse historique de mars 2020](#). Elle a revu à la hausse sa prévision de croissance de l'économie taïwanaise pour 2021 à 5,75% contre 5,08% annoncé en juin 2021. La CBC anticipe un taux d'inflation (CPI) de 1,70% et de 1,17% hors énergie et fruits et légumes (Core CPI). Pour mémoire, la DGBAS a quant à elle anticipé, dans ses dernières prévisions du 13 août, une croissance de 5,88% et un taux d'inflation de 1,74% en 2021. En ce qui concerne l'aide financière déployée en avril 2020 à destination des entreprises en difficulté pendant l'épidémie, la CBC a indiqué que les banques locales avaient accepté, jusqu'ici plus de 265 000 demandes de prêts (399,7 Mds TWD soit environ 12 Mds EUR).

## Relations inter détroit : l'exposition des institutions financières taïwanaises à Evergrande estimée à 2,2 Mds TWD

Suite aux révélations faites sur la santé financière d'Evergrande, [la Financial Supervisory Commission \(FSC\) a annoncé que le montant d'exposition du secteur financier taïwanais s'établissait fin juillet à environ 2,2 Mds TWD](#) (66 M EUR). Ce montant est composé de prêts bancaires (500 M TWD au total, soit 15 M EUR) et d'investissements dans les actions du groupe chinois réalisés par des fonds domestiques (1,26 Mds TWD) et offshores (451 M TWD). Selon la FSC aucun assureur taïwanais, ni de société de gestion de titres (*securities firm*), n'a investi dans Evergrande. D'après les [statistiques](#) de la FSC, l'exposition des banques taïwanaises en Chine s'établit, à la fin du deuxième trimestre 2021, à 1 466 Mds TWD, soit environ 44 Mds EUR.

## Secteur bancaire : désignée meilleure banque de l'année à Taïwan, CTBC renforce sa présence en Thaïlande

Lors de la cérémonie de remise des « Best Global Bank Awards 2021 », organisée par le magazine « Global Finance », le 14 septembre dernier, [CTBC s'est vu décerner le prix de la meilleure banque à Taïwan](#). Selon Global Finance, CTBC a réussi à développer ses activités bancaires pendant la pandémie, en utilisant des outils innovants et

numériques dans les services bancaires à destination de ses clients. Elle a ainsi pu accélérer le traitement des demandes d'aide financière (360 000 à ce jour). CTBC est, par ailleurs, devenue cette année le premier actionnaire du groupe financier thaïlandais LH Financial Group PCL en détenant 46,6% du capital. Ses activités dans la région Asie-Pacifique portent principalement sur le financement d'opérations de F&A et de projets dans le secteur des énergies renouvelables. Le renforcement des activités de CTBC dans région Asie Pacifique illustre par ailleurs l'internationalisation progressive des banques taïwanaises dans cette région où se renforce la présence des acteurs industriels taïwanais notamment dans les pays de l'ASEAN. Au premier semestre, la part de l'Asie dans le commerce extérieur de Taïwan a représenté 71,6% des exportations (+31,8%) et 63% des importations (+29,7%).

### **Eolien offshore : inauguration à Taichung d'un premier site d'assemblage de nacelles**

Siemens Gamesa Renewable Energy vient d'inaugurer à Taichung [son premier site d'assemblage de nacelles éoliennes offshores en dehors de l'Europe](#). Siemens Gamesa a remporté, en janvier 2019, une commande ferme pour la fourniture de 111 éoliennes destinées [aux champs développés par Orsterd](#), au large de Changhua (900 MW). Pour mémoire, Siemens avait fourni, en 2016, les des deux premières turbines du projet pilote Formosa 1 (Phase 1 / 8 MW), puis en 2019, [la phase 2 avait été concrétisée avec l'installation de 20 nouvelles unités \(128 MW\)](#). [Le Vice-Premier Ministre, SHEN Jong-chin](#) a salué cette nouvelle « étape importante dans la mise en œuvre du contenu local pour l'industrie ». Les autorités taïwanaises souhaitent à terme faire de Taichung [un des centres principaux de l'industrie éolienne](#) offshore en Asie-Pacifique, en ciblant 50% de parts de marché. Ainsi, d'après la mairie de Taichung, en plus de Siemens, trois autres investisseurs (Yeong Guan Energy Technology Group, Tien Li Offshore Wind Technology et Century Huaxin Wind Energy) se sont déjà implantés sur la zone portuaire, ce qui représente un investissement total de 16,59 Mds TWD (près de 500 M EUR) et plus de 1400 emplois à la clef. C'est un succès important de la politique de localisation industrielle mise en œuvre par le Bureau du Développement Industriel (IDB) du ministère de l'économie taïwanais même si beaucoup reste encore à faire pour mettre à niveau l'industrie taïwanaise et satisfaire les exigences, en termes de qualité et de fiabilité, des développeurs étrangers.

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)



Responsable de la publication : Jean-Marc Fenet  
Rédacteurs : Thomas Carré, Lennig Chalmel, Zilan Huang, Yang Jingxia, Ohran Chiali, Furui Ren, Kimberley Le Pape, Antoine Moisson, Camille Paillard, Julien Boudet, François Lemal, Dominique Grass, Li Wei, Florian Surre, Valérie Liang-Champrenault, Odile Huang, Charlotte Lau, Chen Cheng, Max Chang, Alain Berder, Rodolphe Girault, Pascal Millard, Julien Defrance, Julie Hervé

Revu par : Axel Demenet

Pour s'abonner : [camille.paillard@dgtresor.gouv.fr](mailto:camille.paillard@dgtresor.gouv.fr)